



À GAZA, C'EST L'HUMANITÉ QU'ON ASSASSINE !

Depuis le week-end dernier, l'armée israélienne a franchi un cap dans la barbarie et mène désormais ses incursions militaires terrestres dans la bande de Gaza, tout en amplifiant les bombardements. Les habitations ne sont plus que ruines et des milliers de civils sont morts ou sous les décombres.

Les frappes ont touché des villes bien plus au sud, là où, avec un énorme cynisme, les responsables de l'armée israélienne ont ordonné à la population d'aller se réfugier. Car les dirigeants israéliens ne combattent pas seulement le Hamas. Ils veulent terroriser toute la population palestinienne pour, si leur guerre réussit à abattre le Hamas, tuer dans l'œuf toute velléité de s'organiser par elle-même. Comme tous les dirigeants impérialistes, ils prétendent attaquer des régimes, mais c'est la population qu'ils massacrent.

L'impérialisme, complice des crimes de guerre de l'État israélien

Après 24 heures de ces frappes massives sur Gaza, le Premier ministre Netanyahu a déclaré : « Nous ne sommes qu'au début de l'opération. » Et il a aussitôt mis en avant le soutien international dont il bénéficie, citant notamment les gouvernements américain, français, britannique et allemand.

Le carnage perpétré à Gaza se fait en effet avec leur bénédiction : Macron comme Biden ont aussi du sang sur les mains et se font les fidèles alliés de ce qui rentre dans une logique de nettoyage ethnique.

Un mouvement de solidarité internationale que Darmanin veut étouffer en France !

Samedi 28 octobre, la manifestation prévue à Paris a de nouveau été interdite par la préfecture sous prétexte d'apologie du terrorisme ou d'antisémitisme. Mais la solidarité avec les Palestiniens, dont beaucoup ont vécu dans leur chair la dictature du Hamas, n'est pas un soutien à ce pouvoir. De même que la

dénonciation de la politique coloniale sioniste n'est pas de l'antisémitisme. Des milliers de travailleurs, jeunes, familles, sont descendus à nouveau dans la rue partout en France ce week-end. Malgré les amendes, la nasse des manifestants à Paris ou encore les heures de garde-à-vue de la représentante de l'Association France-Palestine à Nîmes, Nicole Ziani. Ils ont mêlé leurs voix à toutes celles qui, de Londres à New-York en passant par la Nouvelle-Zélande, la Turquie ou l'Indonésie, ont exprimé leur indignation et leur rage face au massacre perpétré à Gaza. En Israël aussi, des voix s'élèvent pour dénoncer la politique va-t-en-guerre du gouvernement qui voudrait faire oublier la contestation massive dont il a été la cible pendant des mois.

Se regrouper, se mobiliser contre le massacre à Gaza, contre la colonisation !

Le peuple de Palestine ne trouvera son salut ni grâce aux puissances impérialistes, ni à travers des organisations comme le Hamas qui n'a en rien fait la démonstration d'un projet émancipateur depuis qu'il dirige la bande de Gaza, bien au contraire ! Une grosse partie de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Son sort résonne à cette heure dans le cœur des travailleurs d'Algérie, du Liban, comme ici en France. Cette lutte pour faire cesser les bombardements et l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza va de pair avec le combat anticolonialiste contre l'État d'Israël.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut nous organiser pour construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu là-bas et la politique guerrière et antisociale des gouvernements des États impérialistes qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, et à nouveau à Paris samedi 4 novembre, nous serons nombreux et nombreuses à manifester notre soutien au peuple palestinien ! Halte au massacre à Gaza ! On ne nous empêchera pas d'exprimer notre solidarité internationale de travailleuses et travailleurs !

Elle ne nous fera pas taire

Aussitôt après avoir restructuré dans le 11^e et le 12^e avec les dégâts constatés par tous, la direction est sur les *starting blocks* pour sabrer des emplois au plateau 20.

Maintenant que nous sommes près de 400 à trois bureaux réunis, nous sommes plus nombreux pour lui mettre des bâtons dans les roues ! Discuter et se défendre tous ensemble, c'est la meilleure voie à suivre.

Un encombrant

Nous avons encore eu droit aux visites répétées d'un déménageur en herbe qui vient expliquer sur les secteurs comment il faut s'organiser. Alors que pour désorganiser, c'est un vrai champion.

La seule visite que nous attendons, c'est celle de collègues supplémentaires pour nous aider vraiment à travailler.

Elle nous joue de la flûte en brief

Il y a des postes de travail à découvert en veux-tu en voilà. À l'îlot Traversière (12^e), presque personne n'est là cette semaine pour sortir les tournées.

Mais tout ce que l'encadrement du 12^e trouve à faire, c'est de nous convoquer en brief pour nous reprocher de ne pas remonter de fiches navette et nous menacer sur l'heure de fin de service.

Le facteur, sa femme et le petit prince

La Poste veut généraliser la deuxième présentation pour les recommandés. Comme beaucoup d'usagers sont partis quand nous passons, un petit directeur s'est dit, puisque c'est ainsi nous reviendrons le lendemain.

Plus de boulot pour nous et un délai supplémentaire pour récupérer le pli en instance pour les usagers. Ce n'est rationnel que pour les profits de La Poste, qui ne paye pas le travail en plus.

Les collègues de la cantine en ont plein le dos

À la cantine, la fréquentation grimpe maintenant à plus de 100 repas par jour, au lieu de 50 auparavant, sans une seule embauche par Elior. Et avec ça, La Poste n'a toujours pas fait réparer l'ascenseur et le personnel doit monter les denrées à pied sur quatre étages !

Pas étonnant que les collègues de la cantine ne le supportent plus.

Une mesure pas très nette

Avec la dernière fiche de paie, nous avons reçu une note explicative sur l'ajout d'une nouvelle ligne : le « montant net social ». Il s'agit de la somme qu'il faudra désormais déclarer pour toucher certaines aides, notamment la prime d'activité. Ce montant est plus élevé qu'avant donc les aides vont baisser d'autant.

Il est déjà scandaleux que notre salaire ne suffise pas à vivre sans la prime d'activité, mais le gouvernement veut encore nous raboter nos ressources !

Guadeloupe : le scandale de l'eau continue

Depuis les dernières intempéries, l'eau du robinet n'est souvent plus potable en Guadeloupe. En effet, les stations d'épuration sont largement insuffisantes et mal entretenues. Les habitants sont obligés d'acheter de l'eau minérale, ce qui grève le budget des plus modestes. Mais le ministre des Outre-mer, Philippe Vigier, a une solution : « *Vous faites couler l'eau, vous la faites chauffer et après vous la mettez au frigo.* »

Une morgue et un mépris bien dignes d'un bourgeois envers les pauvres et d'un gouvernant revenu « au temps des colonies ».

Victoire dans l'automobile aux USA

Après Ford, puis Stellantis, c'est au tour de General Motors de céder des augmentations de salaire et des embauches. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles américains ont mené une grève coordonnée durant six semaines et arraché 25 % d'augmentation en moyenne – et jusqu'à 150 % pour les plus bas salaires. C'est moins que les 40 % demandés et elle sera étalée sur quatre ans et demi, avec 5,5 % par an, mais c'est nettement au dessus des 9 % proposés par les patrons avant la grève.

En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford).

La grève a mobilisé 45 000 des 146 000 syndiqués de l'UAW, le syndicat de l'automobile. On imagine ce qu'elle aurait pu obtenir en s'étendant à l'ensemble des travailleurs. Une victoire obtenue par la détermination des grévistes, qui montre la force collective des travailleuses et des travailleurs.

Plus de 600 sans-abris morts dans la rue

En 2022, le collectif *Les morts dans la rue* a compté au moins 624 sans-abris décédés. Les personnes sans domicile fixe meurent très jeunes : 46 ans en moyenne pour les femmes et 50 ans pour les hommes, soit 30 ans de moins que la population générale.

Les agressions, suicides, noyades et maladies sont les causes de décès les plus fréquentes. « *Que des personnes décèdent dans les rues de Paris et des autres villes de France à un âge extrêmement bas... parce qu'ils n'ont pas d'habitat, c'est purement scandaleux* », a déclaré Bérange Grisoni, présidente du collectif.

Selon la Fondation Abbé-Pierre, plus de 330 000 personnes sont sans domicile. C'est deux fois plus qu'il y a dix ans. La situation ne cesse d'empirer et le gouvernement regarde ailleurs...

Stop aux massacres à Gaza !
Manifestation
Samedi 4 novembre - 14 h
Place de la République